

**Erich Stather, Secrétaire d'Etat au Ministère fédéral allemand de
la Coopération économique et du Développement**

**Energies renouvelables et efficacité énergétique
« Instruments novateurs en matière de politique et de
financement pour les pays voisins au sud et à l'est de l'Union
européenne »**

KfW Berlin, Charlottenstraße 33/33a, le 19 avril 2007

La version orale fait foi !

Le développement a besoin d'énergie durable

- Le développement n'est pas possible sans énergie. Celui qui veut gagner la lutte contre la pauvreté doit également **supprimer la pauvreté au niveau de l'énergie.**
- Les prévisions prouvent que deux tiers de l'augmentation de la consommation mondiale d'énergie d'ici 2030 seront dus à l'augmentation de la consommation dans les pays en développement (sans un tournant dans l'énergie, la consommation augmentera pour la période 2005-2030 de 50 % dans le monde).
- Les conséquences seraient fatales pour l'environnement et le climat mondial si les services de l'énergie devaient être fournis de manière traditionnelle – à partir uniquement du pétrole et du charbon. C'est pourquoi des efforts considérables pour augmenter l'**efficacité**

énergétique et développer intensément les énergies renouvelables sont nécessaires.

- **Le Rapport Stern** et le **Rapport du GIEC** ont révélé clairement que nous sommes au cœur du changement climatique et que nous devons agir avec détermination et sans perdre de temps.
- Les implications sont les suivantes :
 - Des **réductions** ambitieuses des **émissions des pays industrialisés**. Le **Conseil européen** a adopté le 9 mars des conclusions historiques en la matière (20 % de réduction des émissions sans conditions d'ici 2020 ; 30 % si d'autres pays industrialisés font de même ; 20 % d'énergies renouvelables d'ici 2020). Nous devons désormais parvenir à rallier les Etats-Unis et les grands **pays émergents** (notamment la Chine).
 - Appui des **pays en développement** dans :
 - **l'adaptation aux changements climatiques** ;
 - **le renforcement du marché mondial du carbone, surtout MDP en Afrique** ;
 - **la protection des forêts** pour empêcher les émissions de gaz à effet de serre.
 - **Et, comme je l'ai déjà mentionné, le développement des infrastructures durables de l'énergie** au travers d'une promotion

ciblée de l'efficacité énergétique et le développement des énergies locales renouvelables.

- Notre expérience actuellement en Allemagne est que la protection du climat et les **réussites économiques** ne sont pas forcément antonymes. En 2004, des biens environnementaux et de protection du climat ont été fabriqués à hauteur de 55 milliards d'euros. Ils représentent déjà 5,1 % de l'ensemble de la production allemande de biens industriels. Les estimations montrent qu'en 2004, près de 1,5 million de personnes étaient actives dans la protection de l'environnement. Au total, 3,8 % des Allemands travaillent dans la protection de l'environnement, soit plus que dans l'industrie automobile par exemple.

Des fonds supplémentaires des bailleurs de fonds et des investisseurs privés

- Depuis longtemps, l'Europe est un partenaire significatif pour le développement des pays voisins au sud et à l'est dans le secteur de l'énergie.
- Et la Commission européenne et les Etats membres devront accroître leurs efforts sur le plan de la qualité et de la quantité.
- Je considère qu'il est de la responsabilité de l'**Allemagne** d'avancer en montrant le bon exemple à suivre. C'est la raison du soutien que nous

apportons à **une multitude de projets novateurs dans l'énergie** avec un volume total de projets en cours de l'ordre de **1,6 milliard d'euros**.

- Il s'agit là
 - de mesures d'efficacité énergétique chez nos *voisins de l'est*,
 - et d'énergie éolienne et solaire, en particulier, en *Afrique du Nord*.
- Par ailleurs, nous allons créer un **master** germano-arabe pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Nous examinons actuellement à cette fin les possibilités de soutien qui s'offrent à nous pour appuyer un centre régional de formation continue pour les énergies renouvelables en Egypte.
- Outre l'éducation, nous pensons aussi aux **investissements** : lors de la conférence sur les énergies renouvelables en 2004 à Bonn a été créée la **facilité spéciale** pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.
- Elle réserve chaque année plus de 300 millions d'euros pour des crédits à taux bonifié. Des projets sont en cours au Maroc, en Azerbaïdjan et en Ukraine.
- L'Europe profite en fin de compte d'infrastructures et de marchés de l'énergie fonctionnant bien chez ses pays voisins qui sont le préalable au commerce de l'énergie et, par conséquent, à la sûreté de l'approvisionnement. L'Europe profite de la prospérité de ses voisins.

La suite du processus :

- La conférence poursuivait deux objectifs : **échanger et diffuser des informations**

(1) au sujet des **conditions-cadre** politiques, économiques et réglementaires ;

(2) et des **possibilités de financement** des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

- Nous y sommes parvenus.
- Pour la partie allemande, nous allons continuer à poursuivre et accompagner le processus engagé par delà la présidence allemande du Conseil de l'UE.
- Nous avons appris des choses sur les « bonnes pratiques » dans nos pays partenaires qui doivent nous encourager à poursuivre notre travail pour améliorer les conditions-cadre politiques, économiques et réglementaires dans le but de promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique chez nos voisins.
- Lors du Forum Energie Afrique-Europe, que nous avons organisé conjointement avec la Commission européenne début mars à Berlin, nous réaffirmons notre volonté de soutenir l'Afrique dans le développement de l'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique sous la forme d'un partenariat global et à long terme pour l'énergie dans notre intérêt mutuel. Le Conseil de l'UE a l'intention d'aborder en mai prochain le partenariat pour l'énergie Afrique-Europe.

- C'est avec optimisme que je pense que nous réussirons, dans le cadre du trio présidentiel, avec nos partenaires que sont le Portugal et la Slovénie, à reprendre un aspect ou l'autre et à l'intégrer dans les stratégies politiques.